



## Déclaration du Sgen-CFDT au CSA D du Maine-et-Loire

**15 février 2024**

Monsieur le Directeur académique,  
Mesdames et Messieurs les membres du CSA D,

Nous déplorions l'an passé ici-même le peu de moyens attribués à l'École inclusive, les difficultés du remplacement, les inégalités scolaires, l'explosion des tâches de direction, des postes Rased non pourvus, ainsi que l'attente pénible de révision de la carte de l'éducation prioritaire... Nombreux sont les chantiers qui depuis de nombreuses années occasionnent des conditions de travail dégradées pour les personnels, voire de la souffrance pour certains d'entre eux comme, par exemple, pour nos collègues confrontés à la gestion d'élèves hautement perturbateurs sans réel accompagnement. Cette fois, pour mettre en application les décisions d'un ministre de l'éducation resté moins de 6 mois en poste qui, devenu premier ministre, s'est dit qu'il était judicieux de supprimer son ancien poste à l'éducation pour le confier en « bonus » à la ministre des sports restée en poste moins d'un mois, cette fois, donc, le projet de carte scolaire prévoit une diminution du nombre de postes, dans notre département comme dans beaucoup d'autres. Nous nous interrogeons sur les objectifs de notre Ministère au vu des moyens attribués - ou plutôt retirés ! - pour la rentrée 2024 : la relative diminution du nombre d'élèves n'était-elle pas l'occasion d'améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves, nous qui avons le triste record des classes les plus chargées d'Europe ?

Par ailleurs, nous avons difficilement compris les attaques de la Ministre de l'Éducation Nationale envers l'école publique et la soi-disant absence des enseignant·es..., enseignant·es en réalité moins absent·es pour maladie que partout ailleurs. N'est-ce pas son parti politique qui a la main depuis plusieurs années déjà sur le nombre de postes dans l'Éducation Nationale et ainsi la mise en place d'une

véritable brigade de remplacement présente et efficace ? L'absence de remplacement des enseignant·es assèche depuis plusieurs années leur accès à la formation continue hors des 18 heures annuelles. Par ailleurs, quand un·e enseignant·e est absent·e et non remplacé·e les élèves sont réparti·es dans les autres classes, au détriment des conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves. Il y a également nécessité de donner aux personnels les moyens et un cadre pédagogique permettant une meilleure mise en œuvre de l'inclusion. Cela passe également par l'ouverture de postes d'enseignant·es surnuméraires.

Le temps du politique est différent du temps éducatif, on le sait. Les annonces régulières et fouillées des ministres successives et successifs sont le signe d'une impréparation consternante qui met en difficulté le monde éducatif. Nous espérons que notre volonté d'un dialogue social constructif soit un objectif réellement partagé ici.

En ce qui concerne le Maine-et-Loire et la carte scolaire, la rentrée de septembre 2024 serait marquée par une baisse démographique de 508 élèves dans les écoles publiques. La dotation réduite de 20 emplois ne permettra pas de couvrir tous les besoins importants : seuils pour GS, CP et CE1 dans toutes les écoles, éducation prioritaire, effectifs dans les maternelles, remplacements, Rased, école inclusive... La prévision des mesures donne un différentiel d'environ 25 postes. Le Sgen-CFDT dénonce à la fois le retrait des 20 emplois par le ministère et votre trop grande prudence lors de cette première phase de carte scolaire.

Depuis plusieurs années, le Sgen-CFDT revendique la comptabilisation effective des élèves d'ULIS dans tous les départements. En attendant, nous demandons une attention particulière aux écoles avec ULIS.

Nous déplorons le fait que les chiffres demandés en décembre ne correspondent déjà plus à la réalité en février, et seront très certainement erronés en septembre. Le Sgen-CFDT revendique davantage de confiance envers les directions qui adaptent les chiffres en fonction de la réalité du terrain, comme les hausses démographiques naturelles ou les constats réalisés au cours des années précédentes. Aujourd'hui, ce manque de confiance use les IEN chargé·es de surveiller et pondérer ces données. Comment peut-on valider un projet de carte scolaire avec des chiffres qui ne reflètent pas toujours la réalité du terrain, mais plutôt la nécessité de fermer une classe, ici ou

là, par manque de moyens ? Nous espérons très sincèrement que certaines mesures seront revues dans le bon sens.

Au Sgen-CFDT, nous pensons que c'est bien de stabilité et de confiance en action dont nos collègues auraient besoin. Nous ne pouvons qu'apprécier votre volonté de ne pas fermer de classe à la rentrée. Nous demandons également à ce que vous évitiez un maximum les fermetures en juin. En effet, le mouvement étant passé, c'est très difficile pour les enseignant.es concerné.es par des fermetures en juin de devoir partir sans vraiment choisir où ils ou elles iront. Nous vous remercions.